Allemagne : l'AfD sous surveillance parce que anti-immigration !!!!

écrit par Nicolas Faure | 19 mars 2022

L’AfD sous contrôle de l’Etat ?

C’est le 8 mars dernier qu’à nouveau la justice allemande par le biais du tribunal de Cologne, vient d’autoriser le Bundesamt für Verfassungsschutz, (BfV), l’Office fédéral de protection de la Constitution, à exercer une surveillance étroite sur le parti de la droite nationale allemande, l’Alternative für Deutschland, l’AfD.

Cette fois, le verdict est clair : le renseignement interieur du BfV soupçonne l’AfD “d’attenter aux fondements de la démocratie”. L’AfD « *poursuivrait » un objectif politique visant à préserver le peuple allemand dans sa composante ethnique, et à exclure aussi largement que possible les étrangers »*. Un tel objectif politique « *ne serait pas compatible avec l’ordre constitutionnel libéral et démocratique de la Loi fondamentale de la République fédérale d’Allemagne »,* *selon les renseignements intérieurs.*

Mais revenons un peu en arrière avant d’aborder le vif du sujet.

Depuis 2019, les services du BfV ciblent l’organisation de jeunesse du parti, la Junge Alternative, ainsi que l’une de ses sections, « der flügel », l’aile droite de l’AfD, considérée comme radicalisée. Depuis lors, le Verfassungsschutz examine également si les conditions d’une surveillance de l’ensemble du parti sont réunies. Au total, l’AfD est officiellement surveillée dans quatre Länder, par les offices régionaux de protection de la constitution.

Le 3 mars 2021, à 6 mois des élections législatives, **la presse révèle que l’AfD, principal parti d’opposition en Allemagne,**

est mis sous haute surveillance par le BfV : une mise sous surveillance qui a été divulguée de manière non-règlementaire par plusieurs médias de grand chemin, provoquant l'émoi général, dans toute l'Allemagne. **Le choc a même été si grand, que le tribunal de Köln a jugé préférable de suspendre cette surveillance, deux jours après cette annonce.**

En tout état de cause, et rétrospectivement, il est patent qu' il s'est bel et bien agi d'une pure manœuvre politicienne, orchestrée par Merkel à l'époque de son règne, destinée à nuire à l'AfD et à ses candidats, à quelques jours des élections régionales prévues dans le Baden-Württemberg, et en Rhénanie-Palatinat , mais aussi surtout dans le but de mettre en difficulté l'AfD, quelques mois avant les législatives de septembre de l'année dernière.

Malgré toutes ces tentatives à l'allure de traquenard politique visant l'AfD, on constate, en définitive, qu' elles n'ont pas été veritablement assez "efficaces" pour affaiblir le parti, puisque même avec un léger recul des résultats électoraux au Bundestag en septembre 2021, la droite nationale allemande reste encore bien implantée dans l'ensemble des Länder, particulièrement dans les parlements régionaux de l'Allemagne orientale.

En réalité, il est clair que l'acharnement du Verfassungsschutz contre l'AfD n'a pas pour autre objectif de prévenir contre l'exclusion des étrangers de la vie publique en Allemagne ; l'organe vise plutôt à aider à ce que les partis du consensus au pouvoir, allant du rouge au noir, en passant par le vert, ne perdent leurs mandats bien confortables, au profit d'un parti critique envers l'immigration. Cette instance pseudo-véreuse, au service des

coalitions gouvernementales, ne cherche ostensiblement pas à préserver la sécurité des étrangers en Allemagne, mais bel et bien à protéger hypocritement toujours la même classe politique d'une opposition indésirable.

De fait, le Verfassungsschutz se transforme inexorablement en un instrument de répression contre tous ceux qui sont officiellement considérés comme politiquement indésirables. Son rôle et ses activités n'ont, désormais, manifestement plus rien à voir avec la défense contre des potentiels extrémistes politiques. Il se mue finalement en un élément de domination non pas autoritaire, mais chaotique, marqué par l'arbitraire.

La folie meurtrière actuelle du monde politique établi contre ses détracteurs a toutefois un avantage : la façade de la fausse démocratie ne se contente plus de s'effriter, elle se brise – tôt ou tard.

Nicolas FAURE